

## **FINANCIERE DE CORDOBA S.A.**

*société anonyme*

avec siège social à: **L-8070 Bertrange, 10B, Rue des Mérovingiens**

### **C O N S T I T U T I O N**

d'une **société anonyme**

du **20 décembre 2016**

**No 42418**

L'an deux mille seize,

le vingt décembre.

Par-devant Nous Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notaire de  
résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur **Jean-François MICHAUD**, administrateur de société,  
demeurant à Rue Gabrielle, n° 109, B-1180 Uccle (Belgique),

ici représenté par :

Monsieur Pierre ANGÉ, employé privé, avec adresse professionnelle  
au 10B, Rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de  
Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée à Bertrange, Grand-Duché de  
Luxembourg, le 7 décembre 2016.

Laquelle procuration, signée « *ne varietur* » par le mandataire de la  
personne comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexée au  
présent acte aux fins de formalisation.

Laquelle personne comparante, représentée comme il est précisé ci-  
avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi les statuts d'une  
société anonyme qu'elle déclare constituer comme suit :

## **DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET - CAPITAL**

**Article premier.-** Il est constitué par les présentes une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de : «**FINANCIERE DE CORDOBA S.A.**».

**Article deux.-** Le siège de la société est établi dans la Commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

L'administrateur unique ou le conseil d'administration, selon le cas, peut transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la même Commune ou dans toute autre Commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier les présents statuts en conséquence.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Article trois.-** La société est établie pour une durée illimitée.

**Article quatre.-** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à toutes autres personnes physiques ou morales ayant un lien direct ou indirect avec elle, tous

concours, prêts, avances ou garanties sans toutefois entrer dans le cadre des activités de crédit visées par la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier ni celles de la loi du 8 avril 2011 relative au crédit à la consommation.

La société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

**Article cinq.-** Le capital social souscrit est fixé à **TRENTE-CINQ MILLIONS D'EUROS (35'000'000.- EUR)** représenté par **trente-cinq mille (35'000) actions ordinaires** d'une valeur nominale de **MILLE EUROS (1'000.- EUR)** chacune.

Les actions sont et resteront nominatives.

A cet effet, il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

#### **Usufruit et Nue-propriété**

Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital souscrit pourra être exercée :

- soit en pleine propriété ;
- soit en usufruit, par un actionnaire dénommé « usufruitier » et en nue-propriété par un actionnaire dénommé « nu-propriétaire ».

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque action sont déterminés ainsi qu'il suit :

- droits sociaux dans leur ensemble,
- droit de vote aux assemblées générales,
- droit aux dividendes,
- droit préférentiel de souscription des actions nouvelles en cas d'augmentation de capital.

Les droits attachés à la qualité de nu-propiétaire et conférés par chaque action sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société.

La titularité de l'usufruit ou de la nue-propiété des actions sera matérialisée et établie de la façon suivante :

Si les actions sont nominatives, par l'inscription dans le registre des actionnaires :

- en regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit ;
- en regard du nom du nu-propiétaire de la mention nue-propiété.

Si les actions sont au porteur :

- par le manteau des actions à attribuer au nu-propiétaire et
- par les coupons des actions à attribuer à l'usufruitier.

En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propiété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propiété sera déterminée :

- a) par la valeur de la pleine propriété des actions établie en conformité avec les règles d'évaluation prescrites par la loi ;
- b) par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propiété conformément aux dixièmes forfaitaires fixés par les lois applicables au Grand-Duché de Luxembourg en matière d'enregistrement et de droits de succession.

### **ADMINISTRATION - SURVEILLANCE**

**Article six.-** La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors

de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Aussi longtemps que la société ne dispose que d'un actionnaire unique, celui-ci pourra décider que la société est gérée par un seul administrateur étant entendu que, dès qu'il est constaté que la société dispose d'au moins deux actionnaires, les actionnaires devront nommer au moins deux administrateurs supplémentaires. Dans le cas où la société est gérée par un administrateur unique, toute référence faite dans les statuts au conseil d'administration est remplacée par l'administrateur unique. Une entité ou personne morale pourra être nommée comme administrateur de la société à condition qu'une personne physique ait été désignée comme son représentant permanent conformément à la loi.

**Article sept.-** Le conseil d'administration devra élire parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace. Le premier président pourra être nommé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Article huit.-** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

**Article neuf.-** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Article dix.-** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui

rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

**Article onze.-** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais ne doivent pas être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée(s) par la première assemblée générale des actionnaires.

**Article douze.-** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur unique ou encore par la signature individuelle d'un administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs.

**Article treize.-** La surveillance de la société est confiée à un (1) ou plusieurs commissaires, ou à un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

### **ASSEMBLEE GENERALE**

**Article quatorze.-** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Article quinze.-** Une assemblée générale annuelle des actionnaires devra se tenir au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, selon les termes et conditions prévus par la Loi.

**Article seize.-** Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10<sup>ième</sup>) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

### **ANNEE SOCIALE - REPARTITION DES BENEFICES**

**Article dix-sept.-** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

**Article dix-huit.-** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

### **DISSOLUTION - LIQUIDATION**

**Article dix-neuf.-** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

### **DISPOSITION GENERALE**

**Article vingt.-** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

### **DISPOSITION TRANSITOIRE**

Le premier exercice commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

### **SOUSCRIPTION ET LIBERATION**

Toutes les **trente-cinq mille (35'000) actions ordinaires** ont été

souscrites par Monsieur **Jean-François MICHAUD**, prénommé, en sa capacité de seul et unique actionnaire.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par le même seul actionnaire et souscripteur par un apport en nature consistant :

(i) en **trois cent soixante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit virgule trois cent soixante-quinze (364'998,375) actions** du compartiment **FINEX GIF I** d'une valeur de cent cinq virgule sept cent quarante-cinq euros (105,745 EUR) chacun totalisant TRENTE-HUIT MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE-TROIS EUROS (38'596'753.- EUR) et

(ii) en **deux cent quatre-vingt-quatorze mille cent trente-six virgule six cent quatre-vingt-trois (294'136,683) actions** du compartiment **FINEX GIF II** d'une valeur de cent sept virgule sept cent soixante et onze euros (107,771 EUR) chacune, totalisant TRENTE ET UN MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE QUATRE CENT QUATRE EUROS (31'699'404.- EUR) ;

toutes entièrement libérées de la société «**FINEX SICAV SIF S.A.** », une Société d'Investissement à Capital Variable, Fonds d'Investissement Spécialisé (SICAV-SIF) constituée sous forme d'une société anonyme sous le droit luxembourgeois établie et ayant son siège social au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 162 428.

Ces trente-cinq mille (35'000) actions ont été intégralement libérées par le souscripteur susnommé, à leur valeur nominale de MILLE EUROS (1'000.- EUR) et par apports desdites actions des deux compartiments FINEX GIF I et II de la SICAV-SIF prédésignée, pour une valeur totale de **SOIXANTE-DIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE CENT CINQUANTE-SEPT EUROS (70'296'157.- EUR)** dont un montant de **TRENTE-CINQ MILLIONS D'EUROS (35'000'000.- EUR)** est alloué au capital social souscrit de la Société et le solde soit les TRENTE-CINQ MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE CENT CINQUANTE-SEPT EUROS (35'296'157.- EUR) sont alloués à un poste « *compte courant actionnaire* » à indiquer dans le bilan de la Société.

Monsieur **Jean-François MICHAUD**, prénommé, agissant en sa triple qualité de seul actionnaire, souscripteur et apporteur des actions des



deux (2) compartiments **FINEX GIF I** et **FINEX GIF II** précise encore que si jamais la valeur de des deux compartiments à la date de l'apport était inférieure par rapport à la valeur mentionnée dans l'acte, le compte courant de l'actionnaire serait diminuée de ce montant à due concurrence.

Cet apport en nature ainsi que les modes d'évaluation adoptées sont décrits dans un rapport établi par le réviseur d'entreprises agréé, la société «**AVEGA REVISION S.à r.l.** » avec siège social au 63, Rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg en date du **19 décembre 2016**, qui contient les indications prévues à l'article 26-1 (3) de la loi et dont les conclusions sont les suivantes:

*« Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'Apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 35.000 actions ordinaires à émettre en contrepartie d'une valeur nominale d'EUR 1.000,00 chacune, augmenté d'un compte courant actionnaire à hauteur d'EUR 35.296.157.*

Ledit rapport restera, après avoir été signé « *ne varietur* » par le mandataire de la personne comparante et le notaire instrumentant, annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La preuve de la propriété des actions (compartiments **FINEX GIF I** et **II**) apportées et le transfert des mêmes actions au profit de la Société a été rapportée au notaire soussigné.

Il résulte d'un certificat signé par l'actionnaire et seul souscripteur délivré en date du **19 décembre 2016** que lesdites actions ainsi apportées en nature à la Société sont libres de tous privilèges, gage, charges ou autres droits en faveur de tiers tout gage et garantie et qu'il n'existe aucun obstacle à leur libre transfert à la Société.

Ce certificat restera annexé aux présentes.

### **CONSTATATION**

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

### **FRAIS**

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa

constitution à environ six mille euros.

### **RESOLUTIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE**

Et aussitôt, Monsieur **Jean-François MICHAUD**, prénommé, agissant en sa qualité d'actionnaire unique, et par le biais de son mandataire susnommé, a pris les résolutions suivantes :

#### **PREMIERE RESOLUTION**

Le nombre d'administrateurs est fixé à **TROIS (3)** et celui des commissaires à **UN (1)**.

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs :

**1.-** Monsieur **Eric SAUZEDDE**, administrateur de société, né à Toulouse (France), le 27 août 1961, avec adresse professionnelle au 28, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg ;

**2.-** Madame **Catherine DE WAELE**, employée privée, née à Charleroi (Belgique), le 25 avril 1966, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg ; et

**3.-** Monsieur **Pierre ANGÉ**, employé privé, né à Hermalle-Sous-Argenteau (Belgique), le 17 octobre 1976 avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

En conformité avec l'article sept (7) des statuts de la Société, Monsieur **Eric SAUZEDDE**, prénommé, est désigné *premier président* du présent conseil.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

Est nommée aux fonctions de commissaire :

« **MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à r.l.** », une société à responsabilité limitée soumise aux lois luxembourgeoises, établie et ayant son siège social au 10B, Rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 145 419).

#### **TROISIEME RESOLUTION**

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de l'an 2022.

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'adresse de la société est fixée au 10B, Rue des Mérovingiens,

L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

**Dont acte.**

Passé à Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg).

Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire de la personne comparante  
prénommée, a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé : P. ANGÉ, J.J. WAGNER.

-----  
Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 décembre 2016. Relation :  
EAC/2016/29894. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR). Le Receveur,  
signé : SANTIONI.  
-----